



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 12 au 18 décembre 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

| | | |
|------------|--|----------|
| 1.1 | Entrepreneuriat : ENFA-OI..... | 2 |
| | • Dialogue public-privé : vers un meilleur accompagnement des entrepreneurs régionaux | |
| 1.2 | Investiture du président malgache..... | 4 |
| | • Andry Rajoelina : Les trois piliers du développement pour le second quinquennat | |
| 1.3 | Projet ICC : Culture..... | 5 |
| | • [VIDÉO] Ébène COI : lancement d'un atelier régional sur les indicateurs culturels de l'UNESCO 2030 | |
| 1.4 | Projet MASE : sécurité maritime..... | 6 |
| | • Pour contrer les marées noires | |
| 1.5 | Education..... | 8 |
| | • L'Université des Mascareignes lance le Master ESPOIR | |

2. Centres d'Intérêts

| | | |
|------------|--|-----------|
| 2.1 | Tourisme..... | 9 |
| | • Inauguration du terminal de croisière de Port-Louis : 1,3 million de touristes attendu pour 2023-2024 | |
| 2.2 | Economie..... | 10 |
| | • Déjà 36 millions d'euros injectés dans l'économie réunionnaise | |
| 2.3 | Climat..... | 11 |
| | • 2023 l'année la plus chaude jamais enregistrée | |
| 2.4 | Coopération..... | 12 |
| | • Les Seychelles et la Chine vont travailler sur des projets de tourisme, de pêche, d'économie bleue, d'éducation et de santé, déclare le nouvel ambassadeur chinois | |
| 2.5 | Sécurité maritime..... | 13 |
| | • Un protocole d'accord pour mieux protéger les côtes mauriciennes | |
| 2.6 | Biotechnologie..... | 14 |
| | • CINOR : Lancement du Symposium International sur les Biotechnologies | |

Dialogue public-privé : vers un meilleur accompagnement des entrepreneurs régionaux

Commission de l'océan Indien



Un séminaire régional sur l'entrepreneuriat et les financements verts et bleus s'est tenu à La Réunion et a ouvert le dialogue entre les acteurs publics et privés des États membres de la COI. Cette rencontre a été encadrée par la **Commission de l'océan Indien (COI)**, la Région Réunion à travers la Maison de l'Export et Cap Business Océan Indien, dans le cadre du Programme « Entrepreneuriat et facilitation des affaires dans l'océan Indien » (ENFA-OI). Le programme ENFA-OI est mis en œuvre par la COI sur financement de l'Union européenne.

Quelle synergie d'action entre les secteurs publics et privés pour un meilleur accompagnement des entrepreneurs régionaux ? Ce fut la question au cœur des débats entre les participants comoriens, malgaches, mauriciens, réunionnais et seychellois. Malgré une volonté commune des secteurs d'améliorer le tissu économique local, les discussions ont mis en lumière les lacunes dans le soutien aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME) et aux start-ups régionales, notamment un accès difficile à l'information, à l'accompagnement et au financement.

Ce rassemblement d'acteurs autour de ce séminaire a ouvert la voie à une collaboration stratégique visant à dynamiser le tissu entrepreneurial régional. « Il s'agira de capitaliser sur le potentiel de chaque opérateur et opératrice des filières prioritaires ciblées du programme à savoir le tourisme, les produits de la mer et les plantes cosmétiques et médicinales avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes entrepreneurs » a souligné Juliette Janin, Chargée de mission auprès du Secrétariat général de la COI. Ce temps d'échanges a facilité le partage d'expertise entre les acteurs publics, porteurs de connaissances approfondies en matière de réglementation et de politiques et le secteur privé, apportant son expérience concrète en gestion d'entreprise. Parmi les recommandations des participants, nous pouvons citer, entre autres :

- Des discussions plus régulières et de nouveaux partenariats entre les secteurs publics-privés à l'échelle régionale dans un cadre de concertation régional composé de deux pôles (public/privé)
- L'identification, la centralisation et le partage des bonnes pratiques de chaque territoire
- Des formations adéquates et concrètes pour les start-ups et les MPME dirigées prioritairement par les jeunes et les femmes
- La promotion et le renforcement des capacités des entreprises intervenant dans les filières du tourisme, des produits de la mer et des plantes cosmétiques et médicinales
- L'adoption d'un plan de formation régional 2024 dans le cadre de la mise en œuvre du programme ENFA-OI- Une mobilité simplifiée et accompagnée entre les îles de l'océan Indien

Le programme ENFA-OI, la Maison de l'Export et Cap Business Océan Indien ont réitéré leur engagement envers l'accompagnement et le renforcement de l'écosystème entrepreneurial régional, notamment à travers des formations adéquates, co-construites avec les acteurs puis dispensées à partir de 2024 ou encore l'organisation de nouveaux dialogues et temps de travail entre les secteurs publics-privés.

Lire aussi l'article ci-dessous :

- <https://ionnews.mu/dialogue-public-privé-vers-un-meilleur-accompagnement-des-entrepreneurs-regionaux/>

Andry Rajoelina : Les trois piliers du développement pour le second quinquennat



La cérémonie d'investiture du président Andry Rajoelina pour son second mandat a eu lieu samedi au Stade Barea Mahamasina.

L'ère des « 13 Velirano » est révolue. Place désormais aux « 3 Andry » auxquels vont se consacrer les actions pour le développement des 5 prochaines années. Ils symbolisent certainement le dossard numéro 3 que le candidat du « Tanora malaGasy Vonona » a porté pendant l'élection présidentielle du 16 novembre et qui s'est soldée par sa victoire au premier tour. Le président de la République réélu définit ainsi les « 3 Andry » du développement qui sont le capital humain, l'industrialisation et la bonne gouvernance.

C'est désormais officiel

Le TGV est officiellement investi président de la République de Madagascar pour un second mandat. La cérémonie d'investiture s'est déroulée samedi dernier, dans un Stade Barea Mahamasina plein à craquer, et en présence de nombreux invités de marque à savoir, entre autres, le président de l'Union des Comores et non moins président de l'Union Africaine, Azali Assoumani, le président en exercice de la SADC non moins président de l'Angola, Joao Manuel Lourenço, le président mauricien Prithvirajsing Roopun, le président du Zimbabwe Emmerson Mnangagwa, le président du Mozambique Filipe Nyusi, le président de la Guinée Bissau Umaro Sissoco Embaló, le Vice-président du 14^e Comité National de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois, Envoyé spécial du président chinois Chunhua Hu, le président de la Banque Africaine de Développement Akinwumi Adesina, **le Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien Vêlayoudom Marimoutou**, tous les membres du Corps diplomatique et Consulaire résidant dans la Grande île, ou enfin presque, tous les membres du gouvernement, les chefs d'Institution, les chefs d'Eglises, des Ampanjaka et chefs traditionnels, ainsi que nombreux partisans du Volomboasary.

[Suite de l'article](#)

[VIDÉO] Ébène | COI : lancement d'un atelier régional sur les indicateurs culturels de l'UNESCO 2030



C'est à Ébène, que se tient un atelier régional sur les indicateurs culturels de l'UNESCO 2030. L'ouverture a eu lieu ce matin (lundi, 11 décembre 2023) et l'événement doit durer jusqu'au mercredi, 13 décembre prochain. L'initiative revient à la Commission de l'océan Indien (COI), en collaboration avec le COMESA, et ce, avec le soutien de l'UNESCO. Cela, afin de renforcer les capacités des États membres sur les indicateurs culturels. Il y a pour l'occasion : des participants d'ici, et d'ailleurs. Parmi eux, l'on retrouve Worknesh Biru Bedassa, la « ministre d'État pour la culture et le sport » et membre du parlement éthiopien, en déplacement à cet effet.

Voir aussi la vidéo :

- [\[VIDÉO\] Ébène | COI : lancement d'un atelier régional sur les indicateurs culturels de l'UNESCO 2030 | Mauritius Broadcasting Corporation \(mbcradio.tv\)](#)

Pour contrer les marées noires



« Maurice a mis en place un système assez robuste et obtient la note de 3,5 sur un maximum de 4,9. L'exercice de simulation est une réussite. » Raj Mohabeer de la Commission de l'océan Indien (COI) résume ainsi les conclusions du comité d'évaluation indépendant qui a suivi l'exercice de simulation de pollution marine qui s'est tenu fin septembre au large de Rivière Noire.

Dominique Bellier

Cette simulation et l'activation du plan national de contingence prévu pour l'endiguer ont mobilisé 400 agents répartis dans les nombreux services nationaux, régionaux et internationaux appelés à intervenir dans ces cas de figure. Tout ceci a nécessité plusieurs mois de préparation dans le cadre du programme de sécurité maritime MASE, mis en œuvre par la COI sur financement de l'Union européenne et sous l'égide de la Convention de Nairobi.

Le dernier exercice de terrain comparable a eu lieu à Madagascar en 2019. Mais entre-temps, l'échouage du Wakashio et la marée noire qui s'est ensuivie ont été lourds d'enseignement. On apprend de ses erreurs et, à Maurice, le Plan national contre le déversement d'hydrocarbures de 2003 a été revu suite à ce drame, afin de renforcer les mécanismes de prévention et d'intervention contre le déversement de substances nocives dans nos eaux.

Maurice est équipée de matériel de prévention des marées noires depuis 2012, mais ce genre d'événement appelle l'activation de toute une logistique nationale et régionale. Le secrétaire général de la COI, Vêlayoudom Marimoutou, insiste sur l'indispensable coopération régionale : « Il n'y a pas un seul État de la zone qui est en mesure de faire face en solitaire aux risques croissants de pollution en mer et d'un niveau comparable à l'épisode Wakashio. »

Mécanisme régional

Le nombre et la taille des pétroliers et autres vraquiers qui passent dans la zone n'ont cessé d'augmenter. Des routes maritimes spécifiques sont prévues et les pays sont informés à l'avance de leur passage dans leurs eaux, ce qui permet de refuser ceux considérés à risque. Mais quand une pollution marine survient, la rapidité de réaction fait le reste...

Au jour J, un déversement d'hydrocarbures est simulé au large de Rivière Noire et signalé au Centre de commandement de Maurice, qui informe immédiatement le National Disaster Risks Reduction and Management Centre, puis les Centres régionaux de Coordination des opérations (CRCO) aux Seychelles, et de Fusion de l'information maritime (CRFIM) à Madagascar. La machine se met en branle et les bureaux de la COI abritent un centre d'opération, avec des officiers de la National Coast Guard et des centres régionaux.

Outre le suivi satellitaire, le Dornier et des drones assurent la surveillance aérienne. Le navire des garde-côtes, Barracuda, achemine sur place les bouées d'endiguement, tandis qu'un autre de petite taille les déploie... Ce genre d'exercice doit avoir lieu régulièrement pour remettre les équipements et procédures à jour. Aussi le Kenya est-il d'ores et déjà sur les rangs pour la prochaine simulation.

L'Université des Mascareignes lance le Master ESPOIR



L'Université des Mascareignes a lancé une nouvelle formation jeudi au campus de Rose-Hill, à savoir le Master ESPOIR (E-Santé Publique pour les Populations de l'Océan Indien Régional). D'une durée de deux ans, ce Master est déjà accrédité par l'Université de Limoges tandis qu'il est en cours d'accréditation à l'Université de La-Réunion et l'Université de Fianarantsoa (Madagascar).

Des acteurs de la société civile (médecins mauriciens, l'Observatoire de la Santé de La-Réunion, des ONG oeuvrant dans le domaine de la santé, ainsi que la **Commission de l'océan Indien (COI)** sont également impliqués, et ce, alors que ce Master a bénéficié du soutien de l'ambassade de France à Maurice.

Au total 23 étudiants se sont inscrits pour ce Master, soit quatre Mauriciens et 15 Malgaches, les quatre autres venant des Comores, du Burundi, de France et du Rwanda. À la fin de leur formation, ils pourront accéder à des doctorats ou à des postes à responsabilités dans le secteur public ou dans le privé, et ce, dans le domaine de la santé publique.

Le Dr Sabeena Dowlut, responsable du Master à l'Université des Mascareignes, explique : « l'accès aux soins dans les zones tropicales est un important défi sur les plans politique et sanitaire. Cela s'inscrit dans un contexte où la prévalence des maladies non transmissibles, souvent chroniques, augmente progressivement par rapport aux maladies transmissibles. »

Il soutient par ailleurs que le Master ESPOIR permet d'acquérir des compétences en épidémiologie et bio-statistique, en sciences humaines et sociales (définition et évaluation des enjeux territoriaux, promotion de la santé, etc.) et en informatique (e-santé, intelligence artificielle...). « Ce Master répond spécifiquement aux nouveaux défis de santé publique pour les populations des îles de l'océan Indien », précise-t-il.

Inauguration du terminal de croisière de Port-Louis : 1,3 million de touristes attendu pour 2023-2024



Le premier terminal de croisière de Port-Louis a été officiellement inauguré par le Premier ministre, Pravind Jugnauth, mercredi dernier. Désormais opérationnelle, l'installation accueillera le navire Aidablu pour ses tournées dans l'océan Indien. Le PM est convaincu que le succès du terminal stimulera l'industrie touristique et renforcera la position de Port-Louis en tant que hub régional pour les croisières.

Le PM prévoit qu'il y aura 1,3 million de touristes pour l'année financière 2023-2024, soulignant déjà l'arrivée de plus d'un million de visiteurs entre janvier et mi-novembre 2023. Il attribue ce succès à la collaboration étroite entre les secteurs public et privé, travaillant sur des stratégies à court et moyen termes. Le nouveau terminal, représentant un investissement de Rs. 900 millions, offre une capacité d'accueil de 4,000 personnes avec des installations conformes aux normes internationales.

Pravind Jugnauth souligne également l'importance de développer le tourisme intérieur et la connectivité aérienne et maritime, en mettant l'accent sur le plan d'action du ministère du Tourisme. Il considère le port comme une plaque tournante majeure de croisière dans l'océan Indien, soulignant les investissements massifs depuis 2015 pour améliorer les services portuaires, y compris l'extension du poste d'amarrage et l'achat de remorqueurs supplémentaires. La Mauritius Ports Authority finalisera son plan directeur portuaire 2040 en avril 2024 pour des projets jusqu'en 2050.

Déjà 36 millions d'euros injectés dans l'économie réunionnaise

FRANCE 2030. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement et pilote de France 2030, a présidé le deuxième comité régional de France 2030 à la préfecture. En présence de la Région, de l'État, du Département et des acteurs économiques, il a pu échanger sur les projets financés par ce dispositif doté de 54 milliards d'euros pour toute la France. À La Réunion, 36 millions d'euros ont déjà été injectés dans une quarantaine de projets. Mais, il y a encore des ajustements nécessaires à réaliser.



L'ex-chef d'entreprises, l'ex-député et désormais secrétaire général pour l'investissement et pilote de France 2030, Bruno Bonnell, était de passage pour deux jours à La Réunion. Hier matin, il a présidé le deuxième comité régional Région/État de France 2030 en présence du préfet Jérôme Filippini. *"Nous avons le sentiment d'être sur un départ lancé. Nous avons de gros désirs pour 2030. Les créateurs ont envie de faire beaucoup plus et profiter de ce programme et de ses opportunités"*, explique, en préambule, le préfet de La Réunion. France 2030 est un programme d'investissements lancé par le président de la République, Emmanuel Macron, doté de 54 milliards d'euros.

"La Réunion doit répondre à ces nouveaux défis"

Un programme tourné vers l'innovation de notre société. Rien qu'à La Réunion, ce sont 36 millions d'euros qui ont déjà été injectés dans une quarantaine de projets. "La Réunion se place dans la première moitié de France 2030 et représente 30 % de la totalité des fonds de France 2030 en Outre-mer", rappelle le secrétaire général pour l'investissement et pilote de France 2030. Bruno Bonnell se qualifie "d'entraîneur" de France 2030 et veut gagner la Coupe du monde de l'innovation. "C'est la clé de la transformation de notre société confrontée à de grands changements. Nous devons être à la hauteur pour garantir notre souveraineté, le plein-emploi, la sauvegarde de notre planète... Nous sommes sur l'innovation et non la décroissance. Aujourd'hui, La Réunion a toutes ces contraintes sur son territoire et doit répondre à ces nouveaux défis", poursuit-il.

[Suite de l'article](#)

Lire aussi :

- <https://ionnews.mu/sunil-bholah-le-secteur-manufacturier-a-considerablement-aide-a-la-reprise-de-notre-economie/>
- <https://www.lexpress.mg/2023/12/industries-hausse-de-la-participation.html>

2023 l'année la plus chaude jamais enregistrée



L'année 2023 sera la «*plus chaude*» de l'histoire, après un mois de novembre «*extraordinaire*», a annoncé le service européen Copernicus, il y a quelques jours. Novembre est en fait devenu le sixième mois consécutif à battre des records, a déclaré mercredi Copernicus, alors que la COP28 était engagée dans des négociations climatiques.

Le mois écoulé, avec une moyenne de 14,22°C à la surface du globe, dépasse de 0,32°C le record précédent de novembre 2020. Novembre 2023 est par ailleurs 1,75°C plus chaud que la moyenne d'un mois de novembre pour la période 1850-1900, qui correspond à l'ère pré-industrielle.

L'automne boréal (septembre à novembre dans l'hémisphère nord) est ainsi le plus chaud de l'histoire, avec 15,30°C, soit «*une marge large*» de 0,88°C au-dessus des moyennes. «*2023 a maintenant six mois et deux saisons records. Ce mois de novembre extraordinaire, comprenant notamment deux jours avec des températures supérieures de 2 degrés à l'ère préindustrielle, signifie que 2023 est l'année la plus chaude jamais enregistrée dans l'histoire*», a déclaré Samantha Burgess, cheffe adjointe du service changement climatique (C3S) de Copernicus, dans un communiqué.

+1,46°C depuis janvier

Depuis janvier, la température moyenne est la plus chaude jamais mesurée sur les onze premiers mois de l'année : 1,46°C au-dessus de la moyenne du climat de la période 1850-1900, et 0,13°C au-dessus des onze premiers mois de 2016, l'année la plus chaude jusqu'à présent.

Cela montre à quel point le monde est inconfortablement proche de 1,5°C au-dessus des températures de l'ère pré-industrielle pendant une seule année. Ce seuil est central dans l'accord de Paris de 2015 sur le climat, même si pour dépasser cette limite, il faudra un réchauffement à ce niveau sur plusieurs décennies. [Suite de l'article](#)

Lire aussi :

- <https://www.wazaa.mu/news/latest-stories/m%C3%A9t%C3%A9o-lancement-national-dun-atelier-de-consultation-sur-les-alertes-pr%C3%A9coces-pour-tous>

Les Seychelles et la Chine vont travailler sur des projets de tourisme, de pêche, d'économie bleue, d'éducation et de santé, déclare le nouvel ambassadeur chinois

Rita Joubert -Lawen Edité par : Betymie Bonnelame



Lin Nan a été accréditée jeudi. (Nation des Seychelles)

Les Seychelles et la Chine chercheront à renforcer leur coopération et leur amitié traditionnelle, a déclaré le nouvel ambassadeur de Chine aux Seychelles, Lin Nan.

La nouvelle ambassadrice a présenté jeudi ses lettres de créance au président Wavel Ramkalawan à la State House.

"Nous avons discuté de projets qui progressent régulièrement tels que le tourisme, la pêche, l'économie bleue, l'éducation et la santé et de nombreux secteurs", a-t-il déclaré. a-t-elle déclaré aux journalistes.

Le diplomate a ajouté que "nous voulons renforcer les échanges entre les peuples qui seront la base de nos relations".

La Chine et les Seychelles ont établi **des relations diplomatiques** en juin 1976.

En tant que 16e ambassadeur de Chine aux Seychelles, Lin remplace Guo Wei qui a été accrédité le 23 octobre 2018.

Comme cela fait presque un an que Guo a terminé sa mission aux Seychelles, Lin a expliqué que le retard était "uniquement conforme à nos procédures, nous avons de nombreuses formalités à faire".

Le nouvel ambassadeur a également rendu une visite de courtoisie au vice-président Ahmed Afif.

Juste avant son affectation aux Seychelles, Lin était vice-maire de la province du Sichuan.

Au fil des années, la Chine a aidé les Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, à travers la construction de plusieurs projets d'infrastructure.

Il s'agit notamment du bâtiment de l'Assemblée nationale, du Palais de Justice, qui abrite la Cour suprême, de l'hôpital de l'Anse Royale et de grands projets de logements.

[Suite de l'article](#)

Un protocole d'accord pour mieux protéger les côtes mauriciennes



Un protocole d'accord visant à renforcer les mesures d'atténuation des futures marées noires a été signé le 14 décembre entre le Mauritius Oceanography Institute (MOI) et RPS Australia West Pty Ltd au siège du MOI, à Albion. Le ministre de l'Economie bleue, des ressources marines, de la pêche et de la navigation, Sudheer Maudhoo, a souligné que la signature du protocole d'accord était un moment crucial et a exprimé son optimisme quant au partenariat avec RPS Australia.

Sudheer Maudhoo a affirmé que RPS Australia est une organisation de confiance compte tenu de son soutien antérieur à l'île Maurice tout en soulignant la nécessité de se préparer à de futures marées noires. « Il faut prendre des mesures plus efficaces pour protéger la vie marine en cas d'accident, en particulier sur la côte sud-est, qui est une route fréquentée par quelque 40 000 cargos », a-t-il dit.. Se référant à l'incident du MV Wakashio, le ministre a mentionné un modèle de logiciel fourni par l'ambassade australienne, l'université Curtin et RPS Australia, qui a permis de contenir la marée noire.

Ce protocole d'accord vise à développer et à former le personnel concerné à une gestion de crise similaire, dans le but d'en faire des experts en gestion des catastrophes. Sudheer Maudhoo a également évoqué les efforts déployés par le gouvernement pour renforcer les capacités et les modèles avancés de cartographie du pétrole, tels que le plan national d'urgence en cas de marée noire lancé en 2020.

CINOR : Lancement du Symposium International sur les Biotechnologies

Le GIP-CYROI et ses partenaires organisent le premier Symposium International sur les Biotechnologies, à La Réunion et dans l'Océan Indien.

Ces rencontres internationales qui se déroulent du 13 au 16 Décembre 2023 au KUB, au CYROI et au Village by CA de Saint-Denis, ont pour objectif de réunir les différents acteurs de l'innovation et de la recherche en biotechnologie autour de thématiques.

Le CYROI, partenaire de la CINOR, a accompagné la création de neuf emplois de post-doctorants, dans le cadre d'un dispositif ANR scientifiques. Aujourd'hui, près de 150 personnes sont employées à temps plein au CYROI, et 14 entreprises y sont hébergées, avec plus d'une vingtaine de projets scientifiques en cours.

Ce symposium donnera lieux à des échanges et des travaux portant sur :
La transformation des fruits de la recherche en valeur ajoutée
Le développement des entreprises innovantes en biotechnologies
La transformation et la valorisation des principes actifs issus des ressources végétales

Patrick Couvreur, spécialiste des nanoparticules en santé, est l'invité d'honneur de ce symposium.

